

Réunion du Groupe de travail Open Data

Mardi 22 mai 2018 de 10h00 à 12h30 - Accueillie chez Etalab, Paris 7ème



Compte- rendu

Participants

BEZARD-FALGAS	Patrick	SOGEFI
BOUTET	Jérôme	IDO BFC
CHARTIER	Benjamin	NéoGéo Technologies
CIAMPINI	Régine	Marseille-Provence-Métropole.
DEJOUR	Nathalie	Consultante
DESBOEUF	Jérôme	SGMAP / Etalab
DESCHAMPS	Héloïse	GIP ATGERI PIGMA
HAY	Loïc	OPEN DATA France
KAZMIERSKI	Mathieu	CRIGE-PACA
LADURELLE	Elise	AFIGEO
NICOLLE	Christophe	GIGALIS
PORTIER	Thomas	DATAKODE
VERGEZ	Pierre	CNIG

Excusés absents :

de BLOMAC	Françoise	Decryptageo
FERRANT	Severine	Agglomération Poitiers
GOACOLO	Aurélié	SOLURIS
LECOMTE	Carole	Dreal
LEVEQUE	Clara	Open IG
MEILLON	Julien	IFREMER
MOURA	Julien	ISOGEO
VILMUS	Thierry	BRGM

Sommaire

1. Point des travaux du GT Open Data.....2
2. Point des travaux Open Data France2
3. Définition d'un modèle minimal des données Point d'eau incendie et perspective.....4
4. Rôle des PF et bases de données à fort enjeu5
5. Valoriser les données statistiques dans les portails PF Info géo5
6. Le futur des plateformes de données géographiques et interactions avec Geo.data.gouv6

1. Point des travaux du GT Open Data

Benjamin Chartier fait le point des dernières actions du GT :

- **Projet de mise à jour du volet réglementaire des supports pédagogiques** produits dans le cadre d'open datalab (Occitanie) : les différents échanges entre AFIGEO, ODF, Etalab en 2017 n'ont pas aboutis et la dynamique a été arrêtée.
- **Contribution à l'expérimentation open data locale menée en 2017 par ODF**

De nombreux membres AFIGEO participaient à ODL durant l'année 2017. Le GT a apporté une contribution aux productions telles que le kit de sensibilisation à l'open data ; ces fiches pédagogiques ont été diffusées lors de la restitution finale organisée en février 2018.

- **Modèle de données minimal des PEI** (développé plus loin)

2. Point des travaux Open Data France Par Loïc Hay d'Open Data France

2.1. Les suites d'Open Data Locale en 2018

Sur la production pédagogique, l'accompagnement des territoires avec l'obligation d'ouvrir ses données d'ici octobre 2018, l'objectif est de généraliser la démarche au-delà des membres d'ODF en déployant des formations de formateurs. Les contacts avec le CNFPT permettent d'avancer sur l'élaboration de modules pour aller dans l'approfondissement au-delà du jeu sérieux. AFIGEO souligne les liens avec l'Inset de Dunkerque qui pilote l'offre de formation « Géo ».

Fin juin seront définis les axes de poursuite d'ODL en 2018, pour l'heure pas de perspectives de financement fermes.

2.3. Le projet Qualidata

L'objectif est de développer un outil de vérification de la conformité de jeux de données issus du SCDL qui ont fait l'objet de spécifications (tels que : catalogue, délibérations, marchés publics, subvention, équipements publics, prénoms, base adresse locale). L'outil **Qualidata**: <http://dev.qualidata.io> fonctionne actuellement sur 3 jeux de données (dont les données adresse).

Il est issu des réflexions de l'Open Knowledge Foundation et intègre des schémas permettant de contrôler la structure des données. Pour des besoins d'accessibilité des données, il faut rester sur un format tabulaire (csv, Excel) dans un 1er temps (cela convient à la BAL même si la saisie de coordonnées sous forme de longitudes / latitudes plutôt que de géométries n'est pas idéal...), mais il sera possible de rajouter plus d'intelligence.

La forge est accessible <https://git.opendatafrance.net/explore> en étant authentifié (utile également au montage de l'observatoire). L'outil en ligne est déployé là : <https://dev.validata.fr>. Le projet dispose de son wiki sur <http://qualidata.io>

Ce projet est financé dans le cadre du PIA 2. Toulouse Métropole est porteur et associé : Etalab, des territoires pilotes (Région Paca, GIP terr num, Département Haut de Garonne, Montpellier Métropole, Digne les Bains Région Centre Val de Loire (lien avec GIP Recia / GéoCentre), Fing, dataactivist, ...)

C'est une démarche dans la continuité d'ODL destinée aux collectivités territoriales.

Qualidata c'est aussi d'être un outil de sensibilisation à la standardisation pour ceux qui publient de la données, la mise en place des bonnes pratiques pour détecter de façon non unitaire des jeux de données standardisés dans un catalogue.

Quelle participation possible au développement / réutilisation ? l'ODKF propose un panel d'outils réutilisables, rester dans la philosophie de cette communauté.

Ensuite, l'ambition est d'**élargir le socle commun des données locales**. En intégrant par ex les points d'eau incendie ? Il faut que le producteur original d'une donnée soit clairement identifié pour qu'elle rejoigne le SCDL. Quand il y a des données déjà agrégées sur le niveau national, comment les restituer au niveau local ? Comment spécifier un modèle de données pour faciliter l'interopérabilité entre données produites localement ?

La démarche initiée sur les données PEI est bien dans cet objectif ; faciliter l'interopérabilité entre départements.

2.4 L'observatoire de l'open data des territoires

1re présentation en mars 2018 à partir de données collectées.

Cible : identification des plateformes sans possibilité d'intégration des plateformes territoriales de données géographiques. En effet comment parser les jeux de données publiés par des organisations diverses ? Sur data.gouv.fr ont été publiés les données : table "orga" et "pf", et une carte des données publiées (umap).

Jusqu'à présent, le travail de collecte des métadonnées est manuel avec la difficulté de produire des analyses. Pour l'heure le projet se concentre sur les données issues de data.gouv, et plateformes OpenDataSoft.

Des échanges entre ODF et AFIGEO sur la meilleure façon de prendre en compte les données géo ouvertes ont déjà eu lieu (réseau des criges, ...). L'orientation prise est de collecter l'information au travers de quelques sources : geo.data.gouv.fr, OpenDataSoft, CKAN par exemple. Pour identifier les données réellement ouvertes geo.data.gouv.fr exploite plusieurs critères (mots clés "données ouvertes", "open data", champs licence (cf. recommandations CNIG), la donnée doit être aussi téléchargeable.

Autre volet de l'observatoire : le recensement des ré utilisations des données ouvertes territoriales : à qui ça sert et à quoi ? Data.gouv promeut des réutilisations de bases produites à l'échelle nationale. En général, les PF ne dispose pas sur leur site d'une rubrique recensant les réutilisations de leurs données mais c'est un effort permanent qu'elles réalisent dans ce sens au travers de leurs animations territoriales.

L'objectif est de diagnostiquer et suivre le développement de l'open data dans les territoires :

- les acteurs sont très larges, le projet se restreint sur le périmètre des coll terr et sur un type de plateformes (moissonneurs CKAN, data.gouv, OpenDataSoft) car il n'est pas envisageable de développer des moissonneurs spécifiques à des sites dont la structuration de l'information n'est pas pérenne et documentée
- Production d'indicateurs non exhaustifs : www.observatoire-opendata.fr/les-indicateurs
- Qualité et normalisation en lien avec Qualidata

3. Définition d'un modèle minimal des données Point d'eau incendie et perspective

(cf doc PDF) et échange sur les articulation avec le socle commun de données local (SCDL) , le CNIG

Les travaux de spécification de modèles de données se font en général dans le cadre du CNIG (avec le concours de l'AFIGEO sur certains géo standards PCRS).

Cette initiative placée sous l'égide du GT OD permet d'impulser une dynamique pour d'alimenter le socle commun de données locales. Les SDIS ont manifesté un fort intérêt sur ce projet, qui s'intègre dans le projet national de système d'information unifié. Ce modèle pourrait donc aller jusqu'à la standardisation.

Thomas PORTIER rappelle l'origine de la démarche initiée au sein du GT : construire un modèle "minimal" qui ne soit pas lourd (caractéristiques principales des PEI) et réponde aux principaux usages des coll terr, SDIS, ce n'est pas un modèle dédié à la gestion mais utile à l'intervention, planification etc.... sachant que chaque département a ses propres typologies.

Pour résumé : 1 appel à participation, 30 volontaires, des contributions collectives (réseau SDIS, AITF), 10 participants réguliers, 6 réunions téléphoniques, et objectif de valider un document final avant l'été.

La production de ces données est de la responsabilité des collectivités qui se doivent de les transmettre aux SDIS (chaque département dispose d'un règlement, des coll ont autorité de police), elles sont maintenues par les SDIS, coll ter (contrôles techniques en lien avec maintenance des équipements) et les pompiers vont alimenter ces bases de leur propre information d'intérêt. Actuellement se constitue des plateformes pour fluidifier le partage. A noter

Les difficultés rencontrées ont été plus d'ordre conceptuelles que techniques (pas la même approche selon les territoires, diversité des typologies des PEI (citerne, réserve, poteaux, bouches, ...).

La question de la stabilisation des ID Insee intéresse le GT mais aussi Etalab.

Pour Christophe NICOLLE, le travail réalisé sous l'égide de GéoVendée (plateforme collaborative (coll, sdis, syndicat, et gestionnaire de réseau) est d'intérêt. La question de la normalisation est un enjeu et le travail sur l'alimentation en eau potable devrait intégrer les PEI, il faudrait que ces initiatives soient cohérentes et convergent.

Le CNIG est un point de coordination entre ces efforts de normalisation, pour Pierre VERGEZ cette initiative a le mérite d'initier une réflexion, constituer un pré modèle qui pourrait être portée au CNIG.

Le GT validera un modèle finalisé courant juin, et la question de sa diffusion s'est posée :

- se rapprocher du CNIG pour valoriser ce travail
- se rapprocher système national unifié des pompiers pour envisager son intégration (Ministère de l'intérieur + la Discnic),
- envisager leur intégration dans le SCDL (quelques cas d'ouverture des PEI recensés)

AFIGEO travaille sur un [tableau liant compétences des collectivités territoriales et production de données géographiques](#), ODF produit aussi un recensement pour enrichir son SCDL.

4. Rôle des PF et bases de données à fort enjeu

Pour IdeoBFC : le sujet de la DFCI est stratégique avec des visions variées selon les territoires. Sur les ERP, l'IGN a produit des modélisations minimales simples avec une difficulté liée à la diversité des producteurs (préfectures, collectivités...) Comment les PF peuvent -elles se positionner sur ces sujets pour compiler, diffuser des données métiers ?

Le Pôle métier équip co du CRIGE PACA coordonne les diverses bases de données des coll et doit alimenter aussi le modèle du SCDL pour les "équipements publics". L'idée étant d'appareiller les différentes bases, définir des nomenclatures convergentes, des modèles de données minimums.

Pour Loïc, dans le SCDL : complexité de définir la notion d'équipements publics qui rejoignent les codifications ERP déjà bien normées.

2 types de données figurent dans INSPIRE :

- Bâtiments publics
- Services d'utilité publique

N'existe-t-il pas des validateurs à l'échelle européenne ?

Les PF peuvent jouer le rôle de prescripteurs (définition de modèles, agrégation de données,) avec une certaine responsabilité proche de celle du producteur. Sur l'accompagnement dans la mise en œuvre des politiques publiques, mis il n'y a pas de priorité sur le volet sécurité qui rejoint la question des ERP.

Pour les PF c'est aussi l'occasion de proposer des services innovants : construction d'indicateurs pour la gestion des risques, fourniture de services à valeur ajoutée...

5. Valoriser les données statistiques dans les portails/PF Info géo

Pour Benjamin, les données statistiques sont souvent le parent pauvre des PF. Geoclip les valorise et gère les évolutions temporelles d'indicateurs, mais le code INSEE ne facilite pas ce suivi dans le temps d'indicateurs statistiques. Etalab développe un outil « GeoZones» (<https://github.com/etalab/geozones> et <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/geozones/>) pour produire/gérer un découpage administratif. Il utilise le projet <https://github.com/etalab/geoids> qui définit des identifiants d'unités territoriales avec une gestion du temps. Il simplifie le modèle de communes fusionnées et perd l'approche communes associées. Il faudrait rajouter la notion de communes déléguées. Pour Patrick Bezard-Falgas, la loi NOTRe bouscule les pratiques ; les acteurs locaux ont un intérêt pour les périmètres interco EPCI plus que communales (avec données statistiques sociales, économiques, environnementales).

Benjamin propose de poursuivre les échanges sur la valorisation des **données statistiques dans les PTIG ou portails SIG en ligne**, dans le cadre du GT et d'y associer l'INSEE.

6. Le futur des plateformes de données géographiques et interactions avec Geo.data.gouv

Un sujet d'intérêt : **l'évolution des spécifications techniques des IDG** (mise à jour du schéma produit en 2012) intégrant de nouveaux enjeux (open data, interopérabilité avec les portails nationaux).

Pour Loïc le volet valorisation des réutilisations manque, quels moyens d'interaction entre les animateurs des PF et les ré utilisateurs ? Cela passe par les groupes de travail et animations locales....

Pour Régine, les PF connaissent leurs réutilisations, publics et même privés qui viennent à la rencontre de ces nouvelles données pour des usages variés. Le rôle d'une PF régionale est de pousser des données réutilisables, avec un slogan : la standardisation garantie la réutilisation !

Le midi, les participants ont pu rejoindre l'équipe Etalab pour participer à un **Etalab talk organisé par Christian Quest** : Laurent David du Cerema y présentait un **projet de convergence de données liées aux bâtiments**.

L'après-midi, les participants ont pu suivre **l'atelier geo.data.gouv. Jerome Desboeufs Etalab** a présenté les évolutions de Geo.data.gouv, les données cadastrales et les adresses.

